

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi matin, 24 janvier 2017

Direction de l'instruction publique

14 2016.RRGR.319 Motion 085-2016 Knutti (Weissenburg, UDC) Pas d'introduction anticipée du Lehrplan 21 Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 085-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 18.03.2016
Déposée par: Knutti (Weissenburg, UDC) (porte-parole)
Oester (Belp, UDF)
Gschwend-Pieren (Lyssach/Oberburg, UDC)
Blank (Aarberg, UDC)
Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC)
Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 1309/2016 du 23 novembre 2016
Direction: Direction de l'instruction publique

Pas d'introduction anticipée du Lehrplan 21

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. de suspendre l'introduction du *Lehrplan 21* (y compris les séances d'information et de formation continue) jusqu'au vote sur l'initiative populaire « Pour un débat démocratique – Votons sur les plans d'études ! » ;
2. de renoncer à toute nouvelle planification et clarification jusqu'au vote sur l'initiative populaire « Pour un débat démocratique – Votons sur les plans d'études ! ».

Développement :

Depuis la communication du *Lehrplan 21*, des voix critiques se sont élevées dans toute la Suisse, avec pour conséquence le lancement d'initiatives populaires dans divers cantons, à l'instar du canton de Berne, où l'initiative populaire « Pour un débat démocratique – Votons sur les plans d'études ! » a été lancée le 21 janvier 2016. Elle demande que l'adoption et l'introduction d'un nouveau plan d'études requièrent l'aval du Grand Conseil, que l'arrêté du Grand Conseil soit soumise au référendum facultatif et que les plans d'études qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2017 nécessitent l'approbation du Grand Conseil avec effet rétroactif. Le Conseil-exécutif reste toutefois responsable de l'élaboration des nouveaux plans d'études.

L'introduction du *Lehrplan 21* dans la partie germanophone du canton coûtera chaque année plus de trente millions au contribuable bernois, alors même que la valeur ajoutée pédagogique n'est pas avérée. Un constat qui suffit à justifier la consultation du peuple. Il s'agit de suspendre les travaux d'introduction du *Lehrplan 21* par la Direction de l'instruction publique et, partant, d'éviter d'occasionner des coûts et de mobiliser des ressources avant de connaître la décision finale du Grand Conseil ou du peuple.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Celui-ci dispose d'une marge de manœuvre assez large par rapport au degré de réalisation de l'objectif, aux moyens employés ainsi qu'aux autres modalités de réalisation du mandat. La décision relève en outre de sa responsabilité.

Situation initiale :

Les motionnaires demandent que l'introduction du *Lehrplan 21* soit momentanément suspendue et qu'il soit renoncé à toute nouvelle planification et clarification jusqu'au vote sur l'initiative populaire « Pour un débat démocratique – Votons sur les plans d'études ! ».

Dans les plans d'études destinés aux établissements germanophones de la scolarité obligatoire, le Conseil-exécutif définit les disciplines, les objectifs et les contenus de l'enseignement et édicte les parties complémentaires des plans d'études nécessaires dans le canton de Berne (art. 12 de la loi cantonale du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire [LEO ; RSB 432.210]).

La Direction de l'instruction publique est responsable de l'élaboration des plans d'études, pour autant qu'ils ne relèvent pas exclusivement de la compétence des organes intercantonaux (art. 12, 12a et 74, al. 2 LEO en relation avec l'art. 27, al. 1, lit. a et b de l'ordonnance du 10 janvier 2013 sur l'école obligatoire [OEO ; RSB 432.211.1]). La lettre b concerne le plan d'études pour les établissements francophones de la scolarité obligatoire, à savoir le Plan d'études romand.

Le Conseil-exécutif se positionne comme suit sur les chiffres 1 et 2 :

Chiffres 1 et 2 :

La mise en œuvre du *Lehrplan 21* a été méticuleusement planifiée et elle s'échelonne sur plusieurs années. Certaines parties sont d'ailleurs déjà effectives.

Le 27 septembre 2009, le corps électoral du canton de Berne a approuvé le projet cantonal d'adhésion à l'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (concordat HarmoS). Sur la base de cette décision populaire, le canton de Berne a lancé la mise en œuvre des composantes de ce concordat, notamment l'introduction des onze années de scolarité obligatoire (dont deux années d'école enfantine), la coordination de l'enseignement des langues étrangères et l'harmonisation des plans d'études.

Dans la partie germanophone du canton, le *Lehrplan 21* va donc être introduit au 1^{er} août 2018. Cette étape permettra une uniformisation des contenus et des objectifs pédagogiques avec les autres cantons germanophones. Le Grand Conseil s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur de cette stratégie et a pris des décisions en lien avec l'introduction du *Lehrplan 21*.

Ainsi, début 2015, le Grand Conseil a par exemple approuvé un crédit d'engagement en faveur des offres de formation continue en lien avec l'introduction du *Lehrplan 21*. Les écoles font un recours intensif aux offres de la Haute école pédagogique germanophone et se préparent pour l'introduction effective du nouveau plan d'études. En novembre 2015, le Grand Conseil a également inscrit au plan financier les fonds nécessaires à la mise en œuvre des grilles horaires afin de permettre le financement des leçons supplémentaires en allemand, en mathématiques et en informatique. En outre, la plupart des disciplines disposent de moyens d'enseignement compatibles avec le *Lehrplan 21*.

Par les décisions susmentionnées, le Grand Conseil du canton de Berne a plus d'une fois signifié son soutien à l'introduction d'un plan d'études germanophone commun. De même, lors d'innombrables procédures de consultation dans le canton de Berne, aucune voix ne s'est élevée contre l'introduction du *Lehrplan 21*.

Le Directeur de l'instruction publique a donc décidé l'introduction du nouveau plan d'études le 3 juillet 2016 et signé l'ordonnance de Direction sur le *Lehrplan 21* (Direktionsverordnung über den Lehrplan 21 des Kantons Bern [DVLP 21]) dans la foulée. Dans les mois à venir, la Direction de l'instruction publique va transmettre aux écoles toutes les bases (dispositions générales, évaluation) afin que les enseignants et enseignantes puissent mettre en œuvre le nouveau plan d'études dans les délais.

Le Conseil-exécutif et le Grand Conseil ont ainsi été jusqu'à maintenant des partenaires politiques fiables de l'école obligatoire. Ils ont insufflé la stabilité, la sécurité et la sérénité nécessaires dans le système de formation bernois. Le Conseil-exécutif souhaite poursuivre sur cette voie prometteuse et rejette par conséquent la motion. Après tous ces signaux politiques clairs et ces travaux préparatoires soigneux, changer de discours entraînerait en effet une politique à hue et à dia qui déstabiliserait le système de formation.

Si le peuple bernois venait à rejeter le *Lehrplan 21* dans le cadre d'une votation populaire, le Conseil-exécutif serait tenu d'élaborer un nouveau plan d'études. Il faudrait pour cela examiner s'il serait envisageable d'adapter le *Lehrplan 95* en vigueur actuellement ou le *Lehrplan 21*. Ce nouveau plan d'études ne serait introduit qu'après une période transitoire et son adoption par le parlement.

Le Conseil-exécutif est convaincu que l'évolution de l'enseignement découlant de l'introduction du *Lehrplan 21* est importante et pertinente. En effet, dans le cadre des formations continues du corps

enseignant en cours, le développement de l'enseignement en faveur des élèves est un sujet primordial. Il est notamment question de déterminer si les élèves sont capables d'utiliser efficacement leurs connaissances dans des situations concrètes. Ces formations continues, visant l'évolution de l'essence-même du métier d'enseignant et d'enseignante, sont du temps très bien investi, et ce indépendamment du *Lehrplan 21*.

Pour tous ces motifs, le Conseil-exécutif rejette les deux demandes des motionnaires.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

Le président. Wir fahren fort mit den Geschäften der Erziehungsdirektion. Ich begrüsse den Vizepräsidenten des Regierungsrats, Bernhard Pulver, und wünsche ihm schnelle Geschäfte. Wir fahren fort mit Traktandum 14. Der Regierungsrat lehnt das Geschäft ab. Wir führen eine reduzierte Debatte. Das bedeutet, dass nur die Fraktionsvertretenden zwei Minuten lang reden dürfen. Der Motionär hat auch zwei Minuten zur Verfügung. Und der Motionär darf nur ein zweites Mal sprechen, wenn er in ein Postulat wandelt. Dies, damit die Spielregeln klar sind. Grossrat Knutti hat das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Im September des letzten Jahres wurde die Volksinitiative «Für demokratische Mitsprache – Lehrpläne vors Volk» mit rund 19 000 Unterschriften bei der Staatskanzlei eingereicht. Ein Lehrplan legt den Auftrag der Gesellschaft an die Schule fest und sagt, welche Leistungen erwartet werden. Die Gesellschaft besteht aber nicht nur aus Bildungsexperten und Fachpersonen, sondern auch aus Bürgerinnen und Bürgern. Genau darum müssen diese mitbestimmen können. Ich weiss, Herr Pulver, es ist für gewisse Politiker und Regierungsräte unangenehm, wenn das Volk mitreden will und man seine Pläne im Umfang von rund 30 Mio. Franken nicht einfach so verwirklichen kann, wie man das gerne möchte. Sie schreiben in der Motionsantwort, dass der Grosse Rat für die Planung und die Weiterentwicklung des Lehrplans 21 die nötigen finanziellen Mittel gesprochen habe. Das ist sogar korrekt. Nun muss ich aber Ihnen allen hier in diesem Saal die Hierarchie in Erinnerung rufen. Es geht in dieser Motion nicht explizit darum, ob der Lehrplan 21 für unsere Schüler, Eltern, Experten und Lehrer ein Fluch oder ein Segen ist. Es gibt zum Glück unsere hochgelobten Volksrechte, die eigentlich auch der Regierungsrat und wir Grossrätinnen und Grossräte akzeptieren müssen. Genau von diesem Volksrecht hat das Initiativkomitee Gebrauch gemacht, und erfolgreich Unterschriften gesammelt. Genau sie haben das gute Recht von uns gewählten Parlamentariern nicht verschaukelt zu werden. Darum muss diese Motion dringend angenommen werden. Dies, um unsere Volksrechte zu stärken und damit sich die Initianten ernst genommen fühlen. Das Volk ist der Chef! Es braucht sich doch niemand vor einer Volksabstimmung zu fürchten. Noch kein Entscheid der Bevölkerung hat den Kanton Bern in eine grosse Schieflage gebracht. Ein Übergehen der Volksrechte ist gefährlich. Es macht doch jetzt absolut keinen Sinn, Ressourcen und Geld zu verschwenden, wenn wir nicht wissen, wie die Volksabstimmung ausgehen wird. Ich finde es schlicht und einfach unanständig, wenn jetzt so schnell wie möglich mit der Einführung und der Weiterentwicklung fortgefahren würde. Es ist völlig klar, dass der Abstimmungskampf für die Initianten je länger desto schwieriger wird. Ich bitte Sie, den Volksauftrag zu beachten und zu respektieren und den Regierungsrat, so schnell wie möglich die Initiative dem «störenden» Stimmbürger vorzulegen.

Jan Gnägi, Jens (PBD). «Besser zu spät als nie» scheint das Motto zu sein, unter dem die Motion von Thomas Knutti eingereicht wurde. Im Jahr 2009 hat das Berner Stimmvolk der interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der Volksschulen (HarmoS-Konkordat) zugestimmt, worauf die Regierung die Arbeiten zur Einführung des Lehrplans 21 aufgenommen hat. Im Jahr 2015 hat der Grosse Rat einen Verpflichtungskredit für die Weiterbildung der Lehrpersonen für den Lehrplan 21 bewilligt. Ebenfalls im Jahr 2015 haben wir die finanziellen Mittel für die Umsetzung der Lektionentafel eingestellt. Der Grosse Rat hat sich mit diesen Beschlüssen klar hinter den Lehrplan 21 gestellt. Die Regierung hat logischerweise die Einführung vorangetrieben. Der Zug ist also schon ziemlich am Rollen. Jetzt wollen wir damit vorwärts gehen und keine Notbremse mehr ziehen, denn das ist auch nicht nötig. Die Schulen, die Lehrpersonen, die Schülerinnen und Schüler und die Eltern rechnen mit einer baldigen Einführung des Lehrplans 21. Die BDP-Fraktion glaubt an den Fortschritt, der mit diesem Lehrplan kommen wird. Wir sind auch hinsichtlich der Volksabstimmung optimistisch. Die Volksschule braucht Stabilität. Diese wäre mit einer Annahme der Initiative

gefährdet. Die BDP will das nicht und will die Planung jetzt auch nicht sistieren. Denn das wäre nun wirklich eine Verschwendung von Steuergeldern. Wir lehnen die Motion einstimmig ab.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Les Verts). Keine vorzeitige Einführung des Lehrplans 21 – das verlangen die Motionäre. Das bedeutet, sie wollen die Informations- und Weiterbildungsveranstaltungen bis zur Abstimmung über die Initiative «Für demokratische Mitsprache – Lehrpläne vors Volk» sistieren. Die Motionäre behaupten, dass es mit der Einführung des Lehrplans 21 keinen pädagogischen Mehrwert gäbe. Das stimmt nicht. Mit meinem Kollegium habe ich bereits drei Weiterbildungstage besucht, und diese waren von höchstem pädagogischem Mehrwert. Zudem geht dem Ganzen ein langjähriger, sorgfältig geplanter Prozess voraus, der zum Teil schon umgesetzt ist. Im Jahr 2009 haben die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger die Vereinbarung über die Harmonisierung der Volksschulen (HarmoS-Konkordat) angenommen. Dazu gehören die elfjährige Schulzeit mit dem zweijährigen Kindergarten, die Koordination des Fremdsprachenunterrichts sowie die Harmonisierung der Lehrpläne. Im deutschsprachigen Teil wird der Lehrplan 21 ab dem 1. August 2018 eingeführt werden. Der Grosse Rat hat sich der Strategie angeschlossen. Er hat im Jahr 2015 einen Verpflichtungskredit für die Weiterbildungsangebote im Zusammenhang mit der Einführung des Lehrplans 21 bewilligt. Zudem stehen bereits jetzt kompatible Lehrmittel zu den meisten Fachbereichen zur Verfügung. Der Grosse Rat hat über mehrere Jahre hinweg signalisiert, dass er die Einführung eines gemeinsamen sprachregionalen Lehrplans unterstützt. Bei der bereits angelaufenen Weiterbildung Lehrplan 21 steht die Unterrichtsentwicklung zugunsten der Schülerinnen und Schüler im Zentrum. Das Hauptthema ist: Können Schülerinnen und Schüler ihr Wissen in konkreten Situationen kompetent anwenden? (*Le président demande à l'oratrice de conclure.*) Diese Weiterbildung ist im Kerngeschäft der Lehrpersonen – unabhängig vom Lehrplan 21 – sehr gut investierte Zeit. Wir sind mit dem Lehrplan 21 auf einem guten Weg. Die Lehrpersonen und wir Schulleitungen sind motiviert. (*Le président demande à nouveau à l'oratrice de conclure.*) Lassen Sie uns diesen erfolgversprechenden Weg weitergehen.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (UDC). Keine vorzeitige Einführung des Lehrplans 21. Vorweg: Die SVP-Fraktion ist sich in dieser Frage nicht einig. Vom Regierungsrat konnten wir vernehmen, dass nach all den klaren politischen Signalen, die der Grosse Rat in den letzten zwei Jahren mit entsprechenden Beschlüssen gab, und den gut aufgebauten Vorarbeiten, ein Verlassen dieses Weges zu einer Hüst-und-hott-Politik führen würde und Unruhe in die kantonale Bildung brächte. Darum hat der Erziehungsdirektor am 3. Juli 2016 die Einführung des Lehrplans 21 beschlossen. Demokratie ist ein enorm wichtiges Recht, über das wir in der Schweiz verfügen. Aber demokratische Mitsprache durch die Bürgerinnen und Bürger bei den Lehrplänen der Volksschule klingt für mich eher ein wenig nach «zu viele Köche verderben den Brei». Es ist aber zu erwähnen, dass die Stimmberechtigten der Kantone Baselland, Thurgau und Schaffhausen die Initiative «Lehrpläne vors Volk» letztes Jahr abgelehnt haben. Hängig sind noch Volksabstimmungen in diversen anderen Kantonen – so, wie auch im Kanton Bern. Fakt ist aber: Die Weiterbildung der Lehrpersonen ist in vollem Gang. Die Gemeinden rüsten betreffend ICT mächtig auf. Die Vorbereitungen für den Lehrplan 21 sind bei den Schulbehörden, den Schulleitungen und den Lehrpersonen voll am Laufen. Beinahe alle Lehrmittel sind auf den Lehrplan 21 abgestimmt und die Schülerinnen und Schüler werden vielerorts bereits kompetenzorientiert unterrichtet.

Die Berner KMU äussern sich unter anderem wie folgt zu dieser Motion: «Mit einer Volksinitiative wird jetzt versucht, die Einführung des Lehrplans noch einmal um Jahre zu verzögern. Dies mit dem Risiko, die Interessen der KMU, beispielsweise die Anpassung der Lektionentafeln, auf der Strecke zu lassen». Ein Fraktionskollege brachte es auf den Punkt: Würde man die Vorbereitungen für die Einführung des Lehrplans 21 stoppen, wäre dies, wie wenn man in einem Zug bei voller Fahrt die Notbremse ziehen würde. Die SVP-Fraktion ist mehrheitlich für Ablehnung der Motion.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (PLR). Oui c'est bien moi le Welsch du FDP qui se colle la motion comme représentant de l'école publique, bien que je ne connaisse pas à fond les contenus du Lehrplan 21. Par contre, ce que je sais, c'est que j'ai vécu la même chose avec mes collègues et mes élèves, c'est-à-dire l'introduction du PER, le plan d'études romand, il y a cinq ans pour la partie francophone du canton, avec comme but principal d'harmoniser la scolarité obligatoire entre cantons de même langue, d'adapter les structures, les contenus, les grilles horaires, les manuels.

C'est un immense chantier qui prend du temps d'abord, qui coûte quelque chose et qui demande collaboration, souplesse et engagement. Rien ne s'est fait facilement après un processus qui demande du temps et les critiques sont nombreuses, car c'est un processus censé évoluer, donc ouvert aux changements temporels. Chers motionnaires, j'ai compris que vous désirez momentanément suspendre l'introduction du Lehrplan 21 et par conséquent freiner, voire bloquer, ce qui est déjà en marche. Vous voulez renoncer aux cours d'introduction et à la formation continue des enseignants, planifiés et déjà en partie exécutés. Finalement, vous critiquez les frais élevés de ce processus, fixés à 30 millions par année, mais la formation a son prix, et je crois que dans cet hémicycle, on le sait mieux que d'autres. En 2006, la Confédération lançait l'idée d'une harmonisation des programmes de l'école publique. En 2009, le canton de Berne acceptait le concordat HarmoS par 93 pour cent. En 2016, dix ans après, la DIP transmet le Lehrplan avec des propositions, le Conseil-exécutif définit les disciplines, les objectifs et les contenus et une initiative populaire est déposée: «Pour un débat démocratique – Votons sur les plans d'études!». Rester critique face aux changements ne signifie pas qu'il faut bloquer, suspendre l'évolution décidée démocratiquement par le gouvernement, par le parlement et par les citoyens bernois. Si le peuple venait à rejeter le Lehrplan, il serait alors assez tôt pour revoir et prendre en compte les critiques à ce sujet, c'est la démocratie qui le permet. Pour toutes ces bonnes raisons, le groupe PLR rejette la motion.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Wir sehen uns hier mit der Forderung nach einer Sistierung jeglicher Aktivitäten betreffend Lehrplan 21 bis zur Abstimmung über die Initiative konfrontiert. Der EVP-Fraktion erscheint schon der Titel problematisch. Es war nie die Rede davon, den Lehrplan früher einführen zu wollen. Die Motionäre fordern die Sistierung der Einführung auf allen Ebenen, wie Weiterbildung, Information, Planung und Abklärung. Fakt ist, dass der Grosse Rat einerseits die erforderlichen Kredite für die Umsetzung all dieser Dinge gesprochen hat. Zweitens sind die Vorbereitungsarbeiten schon beinahe abgeschlossen. Diese Tatsachen stehen dem Ansinnen dieser Forderungen diametral entgegen. Der Prozess der Einführung ist gut geplant und seit Jahren durch den Grossen Rat unterstützt. Er läuft gut. Als EVP-Fraktion lehnen wir den Vorstoss schon nur aus diesen Gründen klar ab.

Lassen Sie mich noch einige grundsätzliche Worte zum Lehrplan 21 sagen. Hinter dem Wunsch, dass der Grosse Rat oder gar das Volk zukünftig über die Einführung von Lehrplänen entscheiden könnte, steckt klar die Absicht der Gegner, den Lehrplan 21 zu torpedieren. Sie betonen, es sei nicht zur gewünschten Harmonisierung gekommen und dass sich die Schülerinnen und Schüler – ich zitiere aus dem Informationsschreiben: «[...] mit der Kompetenzorientierung unhinterfragt an Vorgaben anpassen müssen». Genau darum geht es den Gegnern. Es geht um den Inhalt und nicht grundsätzlich um das Recht auf eine Abstimmung. Als EVP ist es uns wichtig, dass die Kinder in unserem Kanton in einem vertrauensvollen und fördernden Umfeld von gut ausgebildeten und motivierten Lehrpersonen unterrichtet werden. Wir haben eine andere Blickrichtung, die wir mit dem Lehrplan 21 einnehmen. Wie lernen wir, dass wir das erworbene Wissen auch anwenden können? Das bedroht die Zukunft unserer Kinder und der Schulen nicht. *(Der Präsident bittet die Rednerin, zum Schluss zu kommen.)* Ein Lehrplan ist immer ein Kompass und kein Gesetzbuch, wie es die Gegner auslegen. Als EVP sind wir der Überzeugung, dass wir, wenn wir die Motion annehmen würden, Unruhe in die ganze Schullandschaft bringen würden und einen zusätzlichen grossen finanziellen Aufwand leisten müssten. Als EVP lehnen wir deshalb die Motion einstimmig ab.

Le président. Wenn das Lämpchen zu blinken beginnt, heisst das wirklich, dass Sie zum Schlusswort kommen und nicht noch Luft holen und noch vier bis fünf Sätze sagen sollten. Das war ein allgemeiner Hinweis, es werden noch einige reduzierte Debatten folgen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Ich kann es vorweg nehmen – die EDU-Fraktion wird, wahrscheinlich als einzige, der Motion zustimmen. Dies obwohl wir uns dessen bewusst sind, dass die Einführung des Lehrplans 21 ein fahrender Zug ist, der nicht mehr gestoppt werden kann. Aber wenn noch ein bisschen Widerstand besteht, kann das eigentlich nicht schaden, denn es bewirkt, dass der Zugführer, in diesem Fall der Erziehungsdirektor Pulver mit seiner Crew, nicht mit Vollgas, sondern mit angemessenem Tempo unterwegs sein wird. Dass dies nötig und sinnvoll ist, hat auch der Prozess mit den neuen Zeugnissen und den Beurteilungsberichten gezeigt, wo nach einem ersten kritisierten Entwurf eine tragfähige Lösung gefunden werden konnte. Auch das Zustandekommen der Initiative zeigt, dass es angebracht ist, sorgfältig weiterzufahren, damit

möglichst viele betroffene Eltern und Lehrkräfte mitziehen und nicht überfahren werden. Um genau dieses Signal zu geben, unterstützt die EDU diese Motion.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (pvl). Lieber Grossrat Knutti, wo kämen wir hin, wenn wir mit jeder Initiative – egal zu welchem Thema – welche zustande kommt, alles blockieren könnten? Meine Güte; das gäbe mir dann ein Staatsunwesen! Unser Recht sieht vor, dass man jederzeit, zu beinahe jedem Thema, eine Initiative starten kann. Das hättest du mit deinen Mitstreitern schon vor langer Zeit tun können, denn das Thema, über das wir jetzt diskutieren ist ja wahrlich nicht neu. Unser Recht sieht aber auch vor, dass wenn die Initiative zustande kommt, darüber abgestimmt wird. Wenn sie angenommen wird, wird sie umgesetzt – früher oder später, auf die eine oder andere Weise, wie wir es heute auch auf Bundesebene mitverfolgen können. Das sind unsere Spielregeln. Wir sind ein demokratischer Rechtsstaat. Diese Regeln gelten zum Glück für alle. Darum lehnen wir diesen Vorstoss ab.

Roland Näf, Muri (PS). Im Sinne des Grossratspräsidenten kann ich die Redezeitüberschreitungen ein bisschen kompensieren. Von allen Fraktionen, ausser der EDU, haben wir klar gute Argumente gehört, warum dieser Vorstoss eigentlich mehr in die Kategorie «Unfug» gehört. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird diesen Vorstoss einstimmig ablehnen.

Le président. Herr Erziehungsdirektor, Sie haben das Wort.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Ich kann Grossrat Knutti beruhigen. Selbstverständlich sind die Volksrechte auch für mich und die Regierung ein ganz hohes Gut. Wir haben auch keine Angst vor dem Volk und einer Abstimmung. Wir werden alles daran setzen, die Initiative möglichst schnell dem Volk vorlegen zu können. Die Initiative verlangt, dass die Kompetenz zum Erlass eines Lehrplans aber auch zu jeder Änderung des Lehrplans nicht mehr beim Regierungsrat, sondern beim Grossen Rat und – mit der Referendumsmöglichkeit – beim Volk liegt. Die erste Abstimmung würde diese Kompetenzverschiebung vorsehen. Würde dies angenommen, müsste man, gemäss der Initiative, den Lehrplan 21 nachträglich dem Grossen Rat vorlegen bzw. wenn es ein Referendum gäbe, auch dem Volk.

Die Abstimmung über die Initiative und die Kompetenzverschiebung ist momentan auf den 4. März 2018 geplant. Geplant ist auch, dass der Grosse Rat darüber in der Septembersession diskutieren kann. Dies sind sehr kurze Fristen; wir sind sehr schnell unterwegs und gehen davon aus, dass dieser Zeitplan auch eingehalten werden kann. Ob Sie das Geschäft dann auch so schnell behandeln werden, wird dann aber nicht mehr in meiner Hand liegen. Wenn am 4. März darüber abgestimmt und die Initiative angenommen würde, müsste der Lehrplan 21 nachträglich dem Grossen Rat vorgelegt werden. Ich gehe davon aus, dass, wenn noch das Referendum ergriffen würde, diese Abstimmung ungefähr im Jahr 2020 stattfinden würde. Sie als Grossrätinnen und Grossräte müssen auch überlegen, was denn alternativ geschehen soll. Wenn der Lehrplan 21 abgelehnt wird, wird dann der Lehrplan 95 tel quel gültig sein? Wird dann das Fach Medien und Informatik, das von allen gewünscht wurde, nicht mehr in Frage kommen? Werden die Mathematik- und Deutschlektionen, die wir zusätzlich einführen wollen, dann einfach wegefallen? Dies müsste der Grosse Rat diskutieren, wenn ihm der Lehrplan 21 vorgelegt würde. In der Schweiz werden zum Glück solche Vorlagen mit Rechtssicherheit vorgelegt. Es wird nicht einfach, wie beim Brexit, gefragt, ob man austreten wolle, aber wie das geschehe solle, wüsste man noch nicht. Vielmehr würden wir dem Volk klar etwas vorlegen, bei dem es dann weiss, was gilt, sodass die Abstimmung anschliessend auch funktioniert.

Weshalb kann ich nicht bereits jetzt diesen Lehrplan abbremsen? Wir haben die Inkraftsetzung auf das Jahr 2018 geplant. Es wurde mehrmals erwähnt. Es gab eine ganze Reihe politischer Entscheide zum Lehrplan 21, die hier im Parlament demokratisch abgestützt sind. Es gab Vernehmlassungen zum Grundlagenbericht, zum Entwurf des Lehrplans 21. Das war politisch immer völlig unbestritten. Beim Entwurf sagte man, es seien ein bisschen zu viele Kompetenzen enthalten, aber auch die Kompetenzorientierung war damals nicht bestritten. Sie haben im Jahr 2015 beschlossen, man solle die Kompetenz beim Regierungsrat belassen und nicht dem Volk oder dem Grossen Rat übertragen. Sie haben einen Weiterbildungskredit beschlossen, und wir haben diese Weiterbildung gestartet. Sie haben auch den Aufgaben-/Finanzplan mit den zusätzlichen Lektionen für Deutsch und Mathematik und Medien und Informatik beschlossen. Man weiss seit 10 Jahren, dass ein solcher gemeinsamer Lehrplan kommen wird. Und jetzt – sozusagen im letzten

Moment – kommt die Volksinitiative, die diese Kompetenz verschieben will. Das ist ein demokratisches Recht und wir werden auch alles tun, damit diese Volksabstimmung korrekt durchgeführt werden kann und wir eine Lösung für die Rückwirkung haben. Aber alle politischen Signale und Beschlüsse des Grossen Rats waren klar. Ich hätte keine Legitimation, jetzt alles abzubremesen, weil nun eine Volksinitiative eingereicht wurde.

Wir haben aus anderen Projekten gelernt, bei denen uns gesagt wurde, wir sollten früh genug mit der Weiterbildung beginnen und alle kantonalen Vorlagen und Dokumente erarbeiten. Wir sind quasi startbereit; diesen Sommer wird alles bereit sein. Wir haben seriös gearbeitet, damit früh alles klar ist. Das jetzt im letzten Moment noch umzuplanen, wäre ganz falsch, das wäre ein bisschen Hüst und Hott. Wichtig ist mir, Ihnen als letztes noch Folgendes zu sagen: Wenn das Volk aus dem Lehrplan 21 aussteigen will, ist dies auch möglich. Es ist möglich, im Jahr 2020 diesen Lehrplan wieder abzuschaffen. Wir müssen einfach klären, ob wir die Mathematik- und Deutschlektionen wieder reduzieren wollen oder nicht. Falls die Initiative angenommen wird, können Sie dies dann in der Vorlage zum Lehrplan 21, die wir Ihnen dann vorlegen würden, klären. Diese Fragen können Sie klären, damit das Volk dann in Kenntnis aller Tatsachen entscheiden kann, ob es aus dem Lehrplan 21 wieder aussteigen will. Es ist darum ganz klar, dass wir das nicht jetzt im letzten Moment sistieren und eine Hüst-und-hott-Politik betreiben. Wir werden alles dafür tun, dass diese Abstimmung korrekt durchgeführt werden kann. Lehnen Sie deshalb bitte diese Motion ab.

Le président. Möchten Sie wandeln? – Nein. Wir kommen nun zur Abstimmung. Wer die Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 21

Non 123

Abstentions 4

Le président. Der Grosse Rat hat die Motion abgelehnt.